

APERÇU SUR LE MARXISME

Avant-propos • 1° Qu'est-ce que le capitalisme ? • 2° Qu'est-ce que le communisme ? • 3° Avec la chute de l'URSS, le communisme n'a-t-il pas échoué ? • 4° Où est l'avenir pour les travailleurs aujourd'hui ? • Notes

AVANT-PROPOS¹

Nous, jeunes marxistes-léninistes, avons pour but de populariser la méthode matérialiste-dialectique élaborée par Karl Marx. Cette méthode est le cœur du marxisme, son fondement scientifique, ce qui le distingue du socialisme et du communisme petit-bourgeois (c'est-à-dire utopique et sentimental).

S'appuyant sur l'analyse matérialiste-dialectique de la société capitaliste et des modes de production antérieurs (sociétés primitive, esclavagiste et féodale), Karl Marx a démontré que dans toute société comportant des classes sociales aux intérêts antagonistes, l'État se constitue comme une *arme de répression* aux mains des classes possédantes.

Il a démontré de manière scientifique et irréfutable dans ses ouvrages économiques que la société capitaliste est basée sur l'exploitation du travail d'autrui, et que le travail salarié est à la base de cette exploitation. La contradiction principale sous le capitalisme est celle entre la bourgeoisie — propriétaire privée de l'outil de production — et le prolétariat — forcé de vendre sa force de travail au patronat qui en retire un surplus : la force de travail est en effet capable de produire plus de richesses que n'en nécessite sa reproduction. Le salaire n'est donc pas le *prix du travail* réalisé par l'ouvrier mais le *prix de sa force de travail*. De là découle le caractère antagoniste non réformable de la production capitaliste : le travail est social mais l'appropriation du produit du travail reste privée. De là provient le fossé entre production et consommation, c'est ce qui est à la base de la misère des larges masses travailleuses et de la richesse des classes exploiteuses, c'est ce qui engendre les crises économiques, le chômage et les guerres de rapine visant à conquérir des marchés et des zones d'influence.

1° QU'EST-CE QUE LE CAPITALISME ?

« Le capital, qui a de si "bonnes raisons" pour nier les souffrances de la classe ouvrière qui l'entoure, est aussi peu ou tout autant influencé dans sa pratique par la perspective de la dégénérescence de l'humanité et finalement de sa dépopulation, que par la chute possible de la terre sur le soleil. Dans toute affaire de spéculation, chacun sait que la débâcle viendra un jour, mais chacun espère qu'elle emportera son voisin après qu'il aura lui-même recueilli la pluie d'or au passage et l'aura mise en sûreté. Après moi le déluge ! telle est la devise de tout capitaliste et de toute nation capitaliste. Le capital ne s'inquiète donc point de la santé et de la durée de vie du travailleur, s'il n'y est pas contraint par la société. A toute plainte élevée contre lui à propos de la dégradation physique et intellectuelle, de mort prématurée, de tortures du travail excessif, il répond simplement : "*Pourquoi nous tourmenter de ces tourments, puisqu'ils augmentent nos joies (nos profits) ?*" Il est vrai qu'à prendre les choses dans leur ensemble, cela ne dépend pas non plus de la bonne ou mauvaise volonté du capitaliste individuel. La libre concurrence impose aux capitalistes les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes ». (Karl Marx, *Le Capital*, 1867.)

Le monde capitaliste répond aujourd'hui parfaitement à ces caractéristiques définies par Karl Marx : un mode de production borné, historiquement condamné, dont le but est le profit immédiat d'une minorité exploiteuse.

Karl Marx, fondateur du socialisme scientifique, a démontré 1° que depuis que l'homme a commencé à transformer la nature (élevage, agriculture), il est apparu un excédent : le travail de l'homme produit plus de moyens de subsistance qu'il n'en a besoin pour subsister ; 2° que dès ce moment la société humaine s'est divisée en classes sociales antagonistes, une minorité profitant de ce surplus et vivant donc du travail d'autrui ; 3° que la forme des sociétés humaines (esclavage, féodalisme et enfin capitalisme) est déterminée en définitive par la classe qui possède la propriété des moyens de production (et de reproduction) de l'existence ; 4° qu'enfin, la base économique conditionne les idées sociales, politiques, juridiques. Certaines sont donc communes à tous les modes de production basés sur l'exploitation. Le communisme, lui, abolit toute exploitation, et par là bouleverse également de la manière la plus radicale nombre d'idées considérées comme « éternelles ».

Partant d'une analyse scientifique de l'économie politique, Karl Marx a démontré que sous le capitalisme, l'exploitation n'est pas abolie. Certes, il n'y a plus de propriété directe du maître sur l'esclave ou de corvée du paysan serf pour le seigneur, mais il subsiste l'exploitation salariée, qui *voile* seulement un peu plus l'*exploitation* comparativement aux modes de production précédents où le surtravail était extorqué sans ménagement sous ses formes les plus brutales.

La bourgeoisie est la classe sociale qui détient la propriété des moyens de production (usines), ainsi que les transports, le commerce, etc. Pour ne pas mourir de faim, le prolétariat (c'est-à-dire les travailleurs salariés) doit vendre sa force de travail à la classe qui possède les moyens de production. La bourgeoisie retire de cette force de travail des produits (marchandises) dont la valeur est supérieure à la valeur de la force de travail (c'est-à-dire les moyens de subsistance nécessaires à sa reproduction : nourriture, habillement, logement, etc.). Le salaire

n'est donc pas le prix du travail, mais le prix des moyens de subsistance nécessaires à la survie des travailleurs prolétariés. Qu'un travailleur ait besoin, dans des conditions de productivité du travail déterminée, de travailler 3 ou 4 heures pour compenser la valeur des moyens de subsistance qui lui sont nécessaires, cela ne l'empêche nullement de travailler 7 ou 8 heures. La différence va dans la poche de son employeur. C'est pourquoi le patronat cherche aussi souvent que possible à allonger la durée du travail, à l'intensifier ou à abaisser le coût de la force de travail — c'est-à-dire le niveau de vie des travailleurs. De cette appropriation du surtravail naît le profit, qu'il soit industriel — il provient alors directement du profit retiré de l'exploitation des ouvriers —, financier ou commercial — il constitue alors une partie du profit industriel cédée à la bourgeoisie qui détient les banques et les commerces. Ces profits ne sont donc nullement issus d'une « miraculeuse » faculté qu'aurait l'argent de « s'enfanter lui-même » : le profit n'est ni plus ni moins qu'un *vol pur et simple* (bien que camouflé) du travail du prolétariat. Ce vol n'est évidemment pas sans incidences sur le fonctionnement de la société capitaliste elle-même :

- Chaque fraction de la bourgeoisie (industrielle, foncière, marchande, usuraire) cherche à s'approprier la plus grande fraction possible de ce profit. C'est donc une guerre économique permanente que se livrent les différentes fractions de la bourgeoisie. (Les loups, unis quand il s'agit de chasser le gibier, se déchirent entre eux quand il s'agit de le partager, dirions-nous...)

- Du fait de l'exploitation salariée, une trop grande masse de marchandises est mise en circulation (relativement au pouvoir d'achat des travailleurs, bien sûr) : il y a trop peu d'acheteurs solvables pour écouler la production, vu que les travailleurs prolétariés ne peuvent acheter des marchandises qu'à hauteur de l'équivalent de la valeur de leur force de travail et non pour l'équivalent de ce qu'ils ont produit comme valeur. Les « crises de surproduction » n'empêchent bien entendu ni les travailleurs smicards, ni les chômeurs de se serrer la ceinture. Au contraire : quand la crise économique éclate, elle ravage de nouvelles industries, jette au chômage des millions de travailleurs supplémentaires avec pour conséquence... l'aggravation de la crise des débouchés ! Cette inadéquation entre *production* et *consommation* détermine la tendance profonde du capitalisme à produire non pour la satisfaction des besoins matériels et culturels des travailleurs, mais en vue de satisfaire la consommation parasitaire des classes exploiteuses (ou de classes profitant plus ou moins directement de l'exploitation), d'où les proportions croissantes que prend la production de marchandise de luxe dans la production sociale, alors même que la grande masse des exploités trouve à peine de quoi survivre.

- La totalité des marchandises n'arrivant pas à trouver preneur sur le marché, il s'ensuit une concurrence inévitable entre des entreprises d'une même branche (industrielle, commerciale ou bancaire) : chacune cherchant à écouler sa production indépendamment des autres. C'est l'inévitable anarchie dans la production si caractéristique du capitalisme. Il découle de cela d'immenses gaspillages : la mévente et la destruction pure et simple de marchandises invendues constituent la partie « visible » de cet iceberg ; la partie « immergée », elle, est constituée 1° par le capital engagé par les entreprises concurrentes d'un même secteur (par exemple les fonds fixes d'usines automobiles de constructeurs concurrentes tournant chacune au ralenti...), 2° par les frais de publicité qui consomment une part sans cesse croissante du produit social tandis que la *réalisation* (c'est-à-dire la vente) des marchandises devient sans cesse plus difficile : les frais de circulation et de stockage des marchandises enflent démesurément (les frais de publicité et de marketing ayant fait l'objet d'un recensement se montaient à 1000 milliards de dollars américains pour l'année 1998² ; aujourd'hui, certainement beaucoup plus...) Pour la plupart des gros groupes monopolistes, le budget publicité et marketing est supérieur au budget destiné à la recherche et au développement ! Pour dépenser le « trop plein » relatif de richesses créées par la société bourgeoise (richesses qui, on l'a montré, ne peuvent pas être que *très partiellement* dépensées par la masse des travailleurs exploités privés de la propriété sur le produit de leur travail), le capitalisme a également recours à la militarisation de l'économie, qui a cet « autre avantage » potentiel de procurer des sphères d'exportation privilégiées pour les capitaux excédentaires (les dépenses d'armement du capitalisme mondial se chiffraient à 780 milliards de dollars américains pour l'année 1998²). Pour 1998, les seules dépenses en publicité et en armement se montaient donc respectivement à un coût moyen (par an et par habitant, calculé sur la base une population de 6 milliards d'habitants) de 166 et 130 dollars ! Les dépenses en armement se chiffraient à pas moins de 642 milliards de dollars en 2003 pour les seuls pays de l'OCDE, ces pays consacrant par contre seulement 69 milliards à « l'aide au développement du tiers-monde »² — une autre arme du néo-colonialisme. Les pays coloniaux ou néo-coloniaux fournissent ainsi aux métropoles impérialistes des produits au coût le plus bas — celui d'une main d'œuvre dont le coût de la valeur de la force de travail est réduit à un niveau très proche du minimum physiologique vital — permettant ainsi l'extorsion d'un surprofit considérable (c'est l'appât du gain qui pousse le Capital à y investir et à délocaliser). L'impérialisme s'efforce bien entendu de maintenir un développement unilatéral des économies de ces pays et surtout à développer le moins possible le niveau de vie de la population, ce à quoi veillent les plans d'ajustement structurels élaborés par les instances économiques internationales (FMI – OMC)...

- Sur le marché du travail, il en est de même quant à l'existence d'un « trop plein » permanent de marchandises : il y a un surplus de forces de travail comparativement à celles nécessaires pour assurer la production d'usines tournant au ralenti. Sous le capitalisme, il se forme donc inévitablement une « armée du

travail » de réserve. Le vol du travail par la bourgeoisie est donc responsable de la précarité et de la pauvreté des travailleurs et des chômeurs ! Cette armée vient exacerber la concurrence que se livrent *entre eux* les travailleurs prolétariés pour trouver un emploi — c'est-à-dire gagner le droit d'être exploité —, ceci afin d'assurer les moyens de leur existence et ne pas sombrer dans la misère. Sous le capitalisme, le gaspillage ne se limite donc pas à de simples marchandises invendues ou détruites : des millions de bras restent inactifs et improductifs tandis que des millions d'autres sont condamnés à vie à un labeur éreintant. Pendant ce temps, les chômeurs, qui ont eu la malchance de ne pas avoir trouvé d'exploiteur attiré tentent de survivre comme ils peuvent, mais assurent au patronat entier — c'est le côté « positif » ! — un réservoir de main d'œuvre abondante, soumise et bon marché !

- Le travail devient lui-même une marchandise : dans la lutte concurrentielle, il est essentiel de vendre la même marchandise moins cher que ses concurrents. Le coût d'une marchandise est toujours fonction du coût des intrants qui entrent dans son procès de fabrication. Ces intrants se ramènent en définitive à d'autres marchandises (du travail accumulé) ou à du travail immédiat (vivant), nécessaire à la nouvelle transformation. Le coût d'une marchandise est donc déterminé dans les deux cas par le coût du travail qui y est incorporé : plus le salaire est bas, moins cher sera le coût de revient des marchandises ! La tendance générale à la baisse du salaire, à sa fixation à un seuil le plus proche possible du minimum physiologique (la survie des travailleurs), est donc une *tendance générale* du capitalisme, une *nécessité économique* dictée par la concurrence acharnée que se livrent les propriétaires privés des moyens de production. C'est cette nécessité économique de la production capitaliste — la tendance à la baisse des salaires — qui vient se heurter à une autre nécessité : celle d'écouler les marchandises produites ! Parallèlement au développement de la production capitaliste, le fossé se creuse toujours plus entre production et consommation, aggravant les contradictions internes du capitalisme et générant les crises économiques !

- Le but de la production capitaliste, c'est la *production de plus-value*, remarquait si justement Karl Marx. La production capitaliste ne peut pas avoir d'autre but que l'enrichissement immédiat d'une minorité exploiteuse. Le capitalisme ne se soucie donc ni de la santé du travailleur, ni de la protection de son environnement : la course au profit *interdit* toute option d'un développement économique raisonné et à long terme. (On peut citer comme exemples le fait de privilégier les transports individuels plutôt que transports en commun ; le transport de fret par route plutôt que par voie ferrée ; le frein mis par le lobbying des grosses entreprises monopolistes au développement de la révolution technique et scientifique particulièrement dans le secteur énergétique, etc.) Les slogans quotidiennement rebattus par les médias bourgeois tels « démocratie », « société de consommation », « commerce équitable », « écologie », « développement durable » ne sont que des mots creux ou des vœux pieux qui servent à masquer l'impuissance de la bourgeoisie à apporter une *solution positive* à tous ces problèmes.

2° QU'EST-CE QUE LE COMMUNISME ?

Par communisme, les gens entendent le plus souvent « égalitarisme » et « partage », comme si le communisme était une simple « affaire de distribution ». On a également immédiatement à l'esprit une vision « autoritaire » et « dictatoriale » de ce « partage » : le macabre décompte des « dizaines de millions de morts » collés injustement sur le dos du communisme (particulièrement en URSS sous Staline).

Cette image véhiculée par les médias dans le monde est une image fautive de la réalité qui reflète les intérêts de classe de la bourgeoisie (laquelle possède rappelons-le journaux, imprimeries et télévisions) dans son combat contre les travailleurs qu'elle exploite. Dans son combat contre le communisme, la bourgeoisie ne recule devant aucun mensonge : « Un spectre hante l'Europe » disait déjà Marx en 1848 dans le manifeste qu'il avait écrit pour répondre aux « légendes » qui circulaient déjà alors sur le communisme. Le communisme, peut se résumer, disait également Marx, par « l'abolition de la propriété privée des moyens de production », puisque cette propriété n'est que la propriété d'une minorité sur les moyens du travail ; cette propriété équivalant à une *propriété* de la bourgeoisie sur la *force de travail* collective des travailleurs salariés, privés de fait du produit de leur travail et seulement rémunérés à hauteur de la valeur des moyens de subsistance qui sont nécessaires à la survie de leur race.

Le danger est trop grand pour les exploités que les exploités ne se découvrent des intérêts communs, qu'ils comprennent que sans abolir la base économique objective de la société capitaliste (la propriété privée des moyens de production), toute possibilité véritable d'amélioration de la condition des travailleurs est vaine, et ne jettent ainsi leur regard du côté des communistes, qui sont *les seuls* à sa battre pour *l'abolition de l'esclavage salarié*.

Alors, pour cacher la vérité à ses esclaves, la bourgeoisie a recours aux mensonges³ en vue de la diabolisation des communistes : « Staline aurait ainsi fait tuer consciemment au bas mot 30 millions de personnes en URSS entre 1924 et 1953 ! » Toutes innocentes, bien sûr... Qui n'a pas entendu colporter le mythe des millions de morts des goulags !⁴ A tout ceci les marxistes-léninistes répondent : Mensonges bourgeois que tout cela !

Aujourd'hui, une frange un peu plus honnête de cette même bourgeoisie doit reconnaître à voix basse les chiffres démesurément gonflés de la propagande anti-communiste déversée pendant plus d'un demi siècle dans les pays capitalistes afin de détourner les travailleurs de leur seule possibilité de libération : ainsi, Mosche

Lewin, dans son ouvrage *Le siècle soviétique* (Fayard — Le monde diplomatique, 2003), ne parle plus de la calomnie monstrueuse (les 30 millions de morts sous Staline, encore aujourd'hui couramment colportés par les médias bourgeois), mais de 700 000 personnes exécutées entre 1921 et 1953 ! (Ce qui représentent moins d' 1/2 % de la population soviétique en 1928.) Pour les besoins de la propagande anti-communiste, ces « 700 000 personnes » (« mystérieusement » toujours très impersonnelles puisqu'il n'est jamais abordé la question de la classe sociale à laquelle elles appartenaient), restent bien sûr toutes d' « innocentes victimes délibérées du stalinisme ».

Que sur une population d'environ 160 millions d'âmes dans l'URSS des années 1920-1940, ces « 700 000 personnes » aient pu être dans leur immense majorité des exploités de la pire espèce, voilà qui n'effleure jamais l'esprit de nos droits-de-l'hommes ! Que les travailleurs soviétiques et leurs chefs aient du livrer une bataille acharnée contre ces exploités (qui luttaient de toutes leurs forces pour conserver puis recouvrer leur position sociale d'exploités contre la révolution socialiste puis contre la société socialiste naissante), cela reste inacceptable pour tout démocrate-bourgeois bien-pensant !

Pour Marx, la révolution socialiste est avant tout synonyme d'*expropriation* et de *répression* des velléités des exploités (voir à ce sujet son ouvrage *La guerre civile en France*.)

De même, dans *L'État et la révolution*, Lénine a systématisé les enseignements de Marx sur l'État et défendu contre les opportunistes "marxistes". Lénine a défini la dictature du prolétariat comme représentant la démocratie authentique pour les travailleurs, contrairement à la démocratie bourgeoise, nécessairement tronquée, fautive et hypocrite du fait des libertés formelles proclamées, mais du joug économique du capital qui y accable les masses travailleuses.

« Entre la société capitaliste et la société communiste, (...) l'État ne saurait être autre chose que *la dictature révolutionnaire du prolétariat* »⁵, disait déjà Marx en 1875 dans sa *Critique du programme de Gotha*.

« Démocratie pour l'immense majorité du peuple et répression par la force, c'est-à-dire exclusion de la démocratie pour les exploités, les oppresseurs du peuple, telle est la modification que subit la démocratie lors de la *transition* du capitalisme au communisme », ajoutait Lénine dans *L'État et la révolution*.

Voici en résumé ce qu'est le « stalinisme » si honni par la bourgeoisie : la pratique radicale de la lutte de classe !

Tout cela, nos « démocrates » et leurs acolytes révisionnistes et trotskistes le passent délibérément sous silence, pour mieux tromper les travailleurs (les soumettant de fait à l'influence de la bourgeoisie).

Nous appelons « révisionnistes », au-delà de la simple question de la souscription aux falsifications bourgeoises (entre autres les camps et la répression —, question qui leur brûle les lèvres), les prétendus « communistes » qui cherchent à réviser le marxisme-léninisme.

Synthétisant les leçons essentielles de la Commune de Paris à partir de l'ouvrage *La guerre civile en France* de Karl Marx, Lénine insistait sur la nécessité 1° de briser l'appareil d'État et militaire bourgeois — arme de répression aux mains des exploités ; 2° de lui substituer un nouvel appareil d'État capable de défendre le pouvoir des travailleurs contre les exploités déchu de l'intérieur et contre la bourgeoisie internationale.

Pour rester prolétarien, ce nouvel appareil d'État ne doit pas avoir la possibilité de se couper des masses travailleuses. Il n'est donc pas permis les discutailleries entre partis bourgeois, destinées habituellement à duper les travailleurs. Sous le capitalisme, il existe des classes sociales dont les intérêts sont antagonistes : capitalistes monopolistes, petite bourgeoisie, propriétaires fonciers, ouvriers, etc. ; il existe donc un terrain pour l'existence de nombreux partis. Sous le socialisme en revanche, le pouvoir politique est représenté par le Parti Communiste, avant-garde consciente des travailleurs, état-major guidant la construction du socialisme. Le Parti Communiste défend les intérêts de *tous les travailleurs*, sous le socialisme il n'existe donc pas de base économique et sociale objective justifiant le multipartisme : plus d'exploités ni d'exploités. Autoriser le multipartisme sous le socialisme, ce serait donner la possibilité aux anciens exploités de liquider la direction du prolétariat. « Qui ne travaille pas de mange pas » disait déjà Marx : le travail salarié aboli, il n'y a plus la possibilité de vivre du travail d'autrui. Sous le socialisme, les travailleurs ont donc un intérêt commun réel à l'accroissement de la production sociale, au perfectionnement des rapports de production socialistes et de la planification, dont ils profitent directement.

Sous le prétexte de l'accusation de « dogmatisme » ou de « sectarisme », les pseudo-communistes rejettent (depuis plus d'un siècle !) les fondements du communisme scientifique. Privés de la compréhension scientifique de la réalité économique, politique et sociale du capitalisme, ces « communistes » sont condamnés à « redécouvrir » sans cesse les théories réformistes et social-démocrates léguées par leurs prédécesseurs. Pour ces faux défenseurs des travailleurs, la solution n'est pas dans l'abolition de l'esclavage salarié, mais dans un prétendu « perfectionnement de la démocratie », dans de « possibles » « hausses de salaires » ou dans des « contrats de travail moins précaires », en bref dans des *accommodements* avec la bourgeoisie exploiteuse ! Quel programme ! Ces revendications sont évidemment impossibles à satisfaire dans le cadre du capitalisme : les lois économiques coercitives de la concurrence — nationale comme internationale — auraient tôt fait de rappeler à un hypothétique patron philanthrope qu'il est nécessaire de fixer le salaire aussi bas que possible !

Le « commerce équitable » auquel les médias bourgeois font une odieuse publicité, s'inscrit dans la même perspective : celle de l'abandon de la perspective révolutionnaire. « Point n'est besoin d'un changement radical (le communisme) quant on peut décider en « consommateur responsable » d'acheter un produit « éthique » qui rémunère « correctement » le travailleur... tout en permettant aux exploiters d'engranger un profit « honnête ». Tel est en substance le maître mot de cette utopie réformiste de « l'altermondialisme », bien sûr économiquement et historiquement condamnée, mort-née : ce « choix » n'est évidemment réservé qu'à une minorité de petit-bourgeois philanthropes, qui ont évidemment les moyens financiers de payer plus cher telle ou telle marchandise ! C'est en somme le prix de la bonne conscience petite-bourgeoise, qui exploite le travailleur, mais « pas trop », dans le meilleur des cas, suffisamment pour lui forger des « chaînes dorées » qu'il hésitera davantage à secouer !

3° AVEC LA CHUTE DE L'URSS, LE COMMUNISME N'A-T-IL PAS ECHOUÉ ?

C'est ce qu'affirme la bourgeoisie, cette même bourgeoisie qui estime que sa « démocratie », elle, « fonctionne » ! A quel prix : labeur abrutissant, chômage, misère, guerres de rapine (brigandage impérialiste) sont le lot quotidien de *milliards* d'êtres humains ! Mais il est vrai que pour quelques *dizaines de millions* d'exploiteurs privilégiés, le capitalisme fonctionne réellement « à merveille » ! En face de ce constat, quelles sont les réalisations économiques et sociales du socialisme ?

A la tête des communistes russes, Lénine a conduit la révolution socialiste d'Octobre. En 1917, pour la première fois, les travailleurs d'un pays ont retourné victorieusement leurs armes contre les exploiters. Ils se sont alors constitués en nation.

Il faut d'abord souligner que jusqu'à présent les pays où le socialisme a triomphé ont été des pays arriérés économiquement, qui avaient hérité un grand retard de siècles de domination étrangère. De plus, au moment du triomphe des communistes, la bourgeoisie internationale a tout fait pour détruire par les armes les premiers îlots du socialisme triomphant.

Non seulement des difficultés intérieures inouïes se posèrent par exemple aux communistes russes (un pays qui sortait à peine du Moyen-âge et ruiné par des années de guerre mondiale), mais encore fallut-il rapidement faire face à l'intervention armée de la bourgeoisie internationale coalisée en 1918-1921 (la campagne churchillienne des 14 Etats). Lénine souligna que cette intervention avait à moitié rempli son office : elle ne permit pas d'écraser par les armes le communisme naissant, mais elle empêcha les communistes d'entreprendre directement un travail pour organiser l'économie socialiste et démontrer la supériorité économique et sociale de la société nouvelle sur le capitalisme. Les années 1921-1927 furent donc employées principalement à relever l'économie sinistrée, à limiter la croissance des éléments capitalistes à la campagne (koulaks).

Tous ces facteurs intérieurs et extérieurs ont rendu la tâche plus difficile aux travailleurs soviétiques dans leur lutte pour construire une société nouvelle, affranchie de l'exploitation.

Il a ainsi fallu une dizaine d'années (1917-1927) à l'URSS pour qu'elle rétablisse le niveau de production d'avant-guerre (celui de 1913). Ensuite seulement, l'économie socialiste pu donner toute la mesure de sa puissance et de son efficacité. Staline permit à l'URSS de faire un immense pas en avant : contre les trotskistes et les capitulars, il défendit la thèse de Lénine selon laquelle à l'époque de l'impérialisme, la révolution aurait d'abord lieu dans un nombre restreint de pays tandis que l'immense majorité des pays resterait capitaliste, et que même dans ces conditions hostiles, il était possible de progresser sur la voie du socialisme. Les plans quinquennaux soviétiques d'avant guerre (1928-1932 ; 1933-1937) firent décupler la puissance de l'industrie soviétique (908 % du niveau de 1913 en 1938).

« La principale raison qui nous a permis une telle accumulation de capitaux, est dans le fait primordial que chez nous le gaspillage du revenu national, tel qu'il se pratique dans les pays capitalistes, n'existe pas. Nous avons liquidé les classes parasites qui dans tous les pays capitalistes consomment improductivement une portion énorme du revenu national... Nous ne faisons pas de politique impérialiste... Nous n'avons pas d'anarchie dans la production sociale. Toutes nos ressources sont affectées presque exclusivement au financement de l'édification économique et culturelle... »⁶

A la fin du premier plan quinquennal (1928-1932), outre la progression vertigineuse de l'économie en URSS, les travailleurs soviétiques ne connaissaient plus le chômage. La bourgeoisie urbaine, mais aussi la bourgeoisie rurale (les koulaks — paysans riches exploitant de la main d'œuvre salariée sur leurs terres) avaient été battues et n'occupaient plus que des postes secondaires de l'économie. L'industrie lourde produisit en quelques années des centaines de milliers de tracteurs que l'État soviétique utilisa pour engager la paysannerie pauvre et moyenne sur la voie du socialisme à travers la collectivisation des terres. Le bien-être matériel et culturel des travailleurs de la campagne et de la ville augmenta rapidement. Un peuple hier encore pauvre et analphabète devint prospère et cultivé. L'analphabétisme disparût, le chômage fut vaincu. La journée de 7 heures fut instaurée dans toute l'industrie (6 heures dans les industries les plus pénibles), le salaire moyen des ouvriers tripla entre 1929 et 1938. L'émulation socialiste prit de vastes proportions maintenant que les travailleurs travaillaient pour l'amélioration de leur propre bien-être et pas pour celui d'exploiteurs. L'incertitude du lendemain disparut chez les travailleurs.

Il fut prouvé à la face des exploiters du monde entier que les travailleurs étaient non seulement capables de détruire le capitalisme, mais de construire un monde nouveau, *prospère et débarrassé de l'exploitation*. Cette démonstration pratique donna une immense impulsion au développement et au renforcement du mouvement communiste international. Telle fut la portée internationale du premier plan quinquennal stalinien.

Ce travail de construction pacifique fut cependant interrompu par les secousses qui ébranlaient les bases du capitalisme : la crise économique mondiale de 1929-1933 puis celle de 1937-1938 démontrèrent toujours plus aux yeux des exploités du monde entier la putréfaction de la société capitaliste, son incapacité à assurer même le pain de ses esclaves. L'économie soviétique progressait telle une locomotive lancée à toute vapeur, tandis que le monde capitaliste en crise jetait des dizaines de millions de travailleurs au chômage et piétinait. Un seul exemple : après être remonté à 92 % de son niveau de 1929 en 1937, le volume de la production industrielle des USA chuta à 72 % de son niveau de 1929 en 1938 (66 % en 1933). La crise agraire menaçait l'ordre capitaliste dans ses fondements : la paysannerie pauvre et moyenne se persuadait toujours plus de la nécessité de s'allier à la classe ouvrière dans la lutte contre l'exploitation. Dans ce contexte, la bourgeoisie opta souvent pour le fascisme : dès que la révolution socialiste et la voix des masses se fit trop menaçante, il fallut aux exploiters recourir aux formes terroristes de gouvernement, à la *dictature ouverte* du Capital (le fascisme), aux guerres de rapine.

A ce moment, non seulement la bourgeoisie internationale n'osait plus parler « d'inefficacité de l'économie socialiste », mais confrontée au séisme de la crise économique mondiale de 1929-1933 et à sa réplique (1937-1938), elle prétendit être en mesure de « copier » le développement planifié de l'économie socialiste ! (En vain, évidemment : il ne ressortit du keynésianisme — si consciencieusement appliqué par les régimes fascistes — que le militarisme et l'expansionnisme qui engendrèrent la Seconde Guerre Mondiale).

Dans les années 1936-1939, la possibilité d'une intervention étrangère contre l'URSS était devenue une menace permanente. L'URSS, était consciente du danger qui menaçait. L'URSS qui voyait les impérialistes américano-anglo-français faire concession sur concession à Hitler dans le but de le faire pousser vers l'Est soviétique, proposa la création d'un front anti-fasciste. Les puissances "démocratiques" ne donnèrent pas suite à cette proposition. De même la « drôle de guerre » par laquelle les capitalistes anglo-français donnaient en fait carte blanche à l'impérialisme nazi pour ouvrir les hostilités contre l'URSS, s'inscrivait dans cet antisoviétisme.

Les communistes soviétiques parvinrent toutefois à déjouer la création d'un front uni mondial anti-communiste. Les puissances fascistes, pour surmonter la crise économique qui les tenaillaient, entreprirent une redistribution du gâteau colonial en tentant d'abord d'asservir d'autres puissances impérialistes. C'est ainsi qu'éclata la Seconde Guerre Mondiale impérialiste. Puis, renforcées du potentiel économique des pays assujettis, elles entreprirent une guerre de destruction contre l'URSS. C'est alors qu'une alliance temporaire avec les impérialistes anglo-américains devint possible. Cette entente, comme allait le démontrer le déroulement du conflit était cependant fragile, le gros de l'effort de guerre reposant sur l'URSS à qui revient 80 % des pertes en hommes et matériel de l'Allemagne nazie et de ses alliés. Malgré les immenses destructions qu'elle infligea à l'URSS, la Blitzkrieg échoua, elle ne parvint pas à rompre l'amitié qui unissait les peuples de l'URSS. Les travailleurs soviétiques en arme défendirent victorieusement les conquêtes du socialisme contre l'invasion fasciste. Cette guerre coûta la vie à plus de 17 millions de soviétiques civils et militaires. Les destructions matérielles se chiffèrent à 679 milliards de roubles. Sur les territoires occupés, tout était à reconstruire : les milliers de villes et villages incendiés comme l'industrie et l'agriculture dévastées (1 710 villes, plus de 70 000 villages, 31 850 entreprises industrielles, 98 000 kolkhoz, 1 876 sovkhos, 2 890 S.M.T.). En trois années (1945-1947), tout fut pourtant remis sur pied.

Comme bilan géopolitique du conflit, on peut souligner le renforcement de l'hégémonie de l'impérialisme américain : en 1946, les USA étaient le seul pays capitaliste à avoir augmenté le volume de sa production industrielle (+ 50 % par rapport au niveau de 1937). La production industrielle des pays vaincus (Allemagne, Japon, Italie) et occupés ou soumis aux destructions (Angleterre, France) était toujours inférieure à celle d'avant-guerre (variant de 30 % à 95 % de leur niveau de 1937). Au prix d'immenses destructions en homme et en capital fixe, le capitalisme était parvenu à surmonter provisoirement les crises des années 1930. Après 1946, les USA ne parvinrent à maintenir leur niveau de production industrielle qu'en militarisant⁷ toujours plus l'économie, en perpétuant des guerres de rapine dans les pays coloniaux qui tentaient de s'affranchir du joug colonial. Ce fut le prix de la "croissance" de l'économie impérialiste ! Et quelle croissance !

De 1946 à 1955, la production industrielle de l'ensemble du monde capitaliste augmenta de 80 % (53 % pour les USA), soit une augmentation de 85 % par rapport à son niveau de 1929 (134 % pour les USA). La production industrielle soviétique, elle, augmenta de 340 % entre 1946 et 1955, soit une augmentation de 1949 % par rapport à son niveau de 1929. Entre 1929 et 1955 la production industrielle de la France de l'Angleterre, des USA et de l'URSS augmenta à des rythmes annuels respectifs de 0,9 %, 2,4 %, 3,3 % et 12,3 % (contre 2,5 %, 3,5 %, 2,8 % et 18 % si l'on excepte les années de guerre 1939-1945).

Dans l'immédiate après guerre (1948-1952), la croissance de la production industrielle des USA et de l'URSS était respectivement de 4,1 % et 18,0 %. L'URSS rattrapait donc à grandes enjambés le pays impérialiste le plus puissant.

Pourquoi l'URSS est-elle alors tombée, alors que les principales difficultés avaient été vaincues ? (Sur le plan militaire, ce n'est ni en 1919-1921, ni en 1941-1945 que l'URSS ne s'est effondrée ; sur le plan économique, ce n'est ni durant les années 1920 de la NEP — où les communistes russes devaient se rendre maîtres de l'économie du pays —, ni durant le mouvement de collectivisation des campagnes des années 1930 !) Pourquoi alors le capitalisme occupe-t-il aujourd'hui à nouveau la totalité du globe ?

Pour comprendre ce qui s'est produit en URSS, il est nécessaire de bien comprendre ce qu'est le socialisme, dans ses principales implications économiques, politiques et sociales.

Dans son ouvrage majeur, *Le capital*, Marx démontrait que la marchandise était la *structure de base de la production capitaliste* et donc de la société bourgeoise. Nombre de prétendus communistes qui n'ont rien compris de cette démonstration — les connaissances élémentaires en économie politique marxiste leur faisant *totale*ment défaut, puisque "acquises" superficiellement, de manière dogmatique (citationnisme) — affirment qu'en URSS sous Staline, la circulation marchande était toujours dominante, et qu'en somme, le travail restait donc toujours du travail salarié. Mais qu'entendait Marx par *marchandise* ? Par marchandise, Marx avait en vue *le produit du travail salarié*, donc du travail exploité : or tout produit du travail humain n'est pas marchandise (Marx citait le cas de la production du paysan individuel vivant en quasi-autarcie et produisant surtout pour sa propre consommation). La marchandise existait avant le capitalisme, soulignait Marx — en effet les sociétés esclavagistes ou féodales connaissaient les échanges marchands —, mais ce n'est que sous le capitalisme qu'elle règne sans partage et qu'elle devient l'expression de tout travail humain. La *marchandise* renferme en elle-même le *germe du travail salarié*, exploité par autrui (en l'occurrence celui qui détient les moyens de production — la terre dans le cas de propriétaires fonciers et les usines dans le cas de la bourgeoisie) ; la production marchande prise dans son ensemble contient donc un quantum de *travail nécessaire* et un quantum de *sur-travail*. C'est pourquoi le but de la production *marchande* est la *production de profit*, l'extorsion de la plus-value que renferme l'usage de la force de travail humaine.⁸

Toute autre définition de la marchandise est fautive et n'aboutit qu'à l'*éternalisation* de la catégorie *marchandise* — toute production étant forcément de type marchand dans l'imaginaire des économistes bourgeois et des pseudo-marxistes —, mais cette « *divination* », comme l'aurait appelée Marx, sert uniquement à salir le socialisme réel (en URSS sous Staline) ainsi qu'à cacher l'exploitation aux travailleurs et à proclamer le capitalisme horizon indépassable !

Maintenant se posent trois questions fondamentales pour comprendre le mécanisme objectif de restauration du capitalisme : 1° La production marchande subsistait-elle en URSS ? (Et si oui sous quelles formes ?) ; 2° Comment cette production marchande a-t-elle été finalement étendue à l'ensemble de la société soviétique ? (Et quelles en ont été les conséquences ?) En quoi consistait donc réellement la prétendue restauration du capitalisme de 1991 ?

En réponse à la première question :

Devient *marchandise*, *non pas* tout produit du travail humain destiné à être échangé — présumé de l'économie politique petite-bourgeoise qui aboutit par un chemin détourné à cette même *éternalisation* de la catégorie *marchandise* —, mais le produit du travail individuel : en d'autres termes la comparaison de valeurs d'usages en vue de leur conversion en valeurs destinées à être échangées sur le « libre marché » et à engendrer un *profit*, ce *profit* n'étant pas assimilable à *tout surplus* de l'activité humaine.

Durant les premières années du pouvoir soviétique, celles de la NEP, l'économie paysanne individuelle — marchande — l'emportait en terme de volume sur l'économie socialiste (grande industrie nationalisée). Avec la réalisation victorieuse du premier plan quinquennal, la tendance s'inversait : l'industrie l'emportait désormais sur l'agriculture et *à sa suite* l'agriculture collective sur l'agriculture individuelle.

Lénine soulignait déjà l'ambivalence du paysan, préférant la dictature du prolétariat à la dictature de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers parce que travailleur (et qui avait donc pu soutenir les bolcheviks en 1917), mais aussi capable de tourner le regard vers derrière parce que producteur de marchandises et recherchant donc la liberté du marché, donc porté vers le capitalisme. La solution, pour faire de la paysannerie un soutien au socialisme, c'était d'abord de lui donner la terre, c'était ensuite de l'entraîner sur la voie du socialisme à l'aide de la grande production mécanisée et du travail de la terre en commun.

Dans l'industrie, le travail salarié avait été liquidé dès les premières années de pouvoir soviétique (la propriété privée des moyens de production étant depuis longtemps abolie et la répartition des produits du travail effectuée selon le travail fourni), tandis qu'à la campagne, la sphère d'action des échanges marchands était réduite (propriété kolkhoziennne collective des principaux moyens de production, propriété de l'Etat pour les Stations de Machines et de Tracteurs).

En URSS, les principaux moyens de productions de l'économie ne circulaient plus comme marchandises, excluant dès lors l'appropriation privée de ceux-ci — ceci est vrai aussi longtemps que s'exerçait un contrôle populaire sur les responsables de l'Etat et de l'économie et qu'une partie du produit social ne pouvait être détournée par ces administrateurs.

Quant aux laïus rebattus sur le « capitalisme d'Etat soviétique » qui reviennent comme un refrain dans les bouche des révisionnistes — depuis les eurocommunistes aux maïstes repentis en passant par les trotskistes — il suffit de rappeler que Lénine et Staline rattachaient son existence à celle de *concessions* accordées aux capitalistes, ne supprimant de ce fait pas l'exploitation salariée. Et Staline de conclure au sujet du capitalisme d'Etat :

« On voit déjà clairement que nous ne sommes en face d'aucun élément socialiste » !⁹

Concernant les échanges marchands, il faut d'abord rappeler cette évidence que sous le socialisme, le commerce est déjà une *autre sorte* de commerce, un commerce sans capitalistes ni spéculateurs, qui n'est déjà plus le commerce sordide qui a cours sous le régime de capitaliste : c'est-à-dire le commerce de marchandises produites par les esclaves salariés, ayant pour but *l'extorsion de la plus-value* que renferme l'usage de leur force de travail.

Dans les dernières années de sa vie, Staline a approfondi les questions essentielles de l'économie politique du socialisme, enrichissant la théorie du socialisme scientifique. Dans son ouvrage *Cinq conversations avec les économistes soviétiques*, Staline fournissait la démonstration que le *profit* est le surplus dégagé par une activité humaine *exploitée*, où le producteur est séparé de la propriété des moyens de production. Sous le socialisme, un surplus du travail persiste certes — ce qui autorise les économistes bourgeois à continuer de parler de « profit » !

Pourtant, ces savants ne font qu'étaler leur ignorance de l'économie politique. La propriété privée des moyens de production étant supprimée sous le socialisme, le travail n'est plus une *marchandise* dont il est nécessaire de baisser le coût pour augmenter les *profits* d'une minorité exploiteuse. Le *travail salarié* disparaît, bien que la rémunération des travailleurs revête extérieurement *la forme* d'un salaire. Sans quoi, il faudrait admettre que les travailleurs se salarient eux-mêmes ! Il n'y a plus de travail ni de sur-travail, puisque le « sur-travail » sert à l'extension des services sociaux (santé, éducation, crèches, construction de logements locatifs, transports en commun, etc.), à l'élargissement de la production et profite donc au bien-être matériel et culturel présent et futur des travailleurs. Le terme de *profit* n'est donc pas adapté, puisque que le *surplus du travail* a désormais acquis un contenu totalement différent : celui d'un excédent du travail qui a la valeur d'un revenu net et qui ne revient pas à l'exploiteur mais qui

« est utilisé pour augmenter le bien-être du peuple, renforcer la défense etc. Le surtravail est transformé. »¹⁰

Comment ne pas voir que le produit du travail était devenu selon la très judicieuse expression de Staline, « *une autre sorte de marchandise* ». La propriété privée des moyens de production et donc l'exploitation supprimée, les produits du travail de la classe ouvrière avaient déjà cessé d'être des *marchandises*. Pourquoi le produit du travail conservait-il alors la forme marchande ? Pourquoi la circulation monétaire subsistait-elle ?

Staline a très clairement répondu à ces questions : la propriété d'Etat représente la forme la plus élevée de propriété sociale sous le socialisme tandis que la propriété kolkhozienne de groupe, basée sur l'artel (propriété commune des principaux moyens de production tolérant l'existence d'un lopin individuel de surface réduite) représente une forme de propriété certes socialiste, mais ayant un caractère transitoire, puisqu'encore basée sur l'échange marchand. C'est donc l'existence de cette forme de propriété qui fait d'une nécessité objective le maintien des rapports d'échange marchands sous le socialisme — tout au moins durant la première phase de sa construction : l'expropriation des exploiters de la ville et de la campagne, la liaison de l'industrie et de l'agriculture sur la base de la grande culture mécanisée en commun —, et c'est seulement avec la transformation de la propriété kolkhozienne en propriété d'Etat (c'est-à-dire en propriété de tout le peuple) que l'on peut envisager l'échange direct des produits de l'économie socialiste.

Cependant, même dans le cas de l'artel, il est parfaitement juste — comme le faisait Staline — de parler de la production d'une *autre sorte de marchandise* : les kolkhoziens n'étaient pas plus exploités que les ouvriers soviétiques, eux qui avaient reçu dès le début des années 1930 toute l'aide de la classe ouvrière, eux qui étaient passés en moins d'une décennie de la culture individuelle primitive utilisant de vieilles araires en bois à la grande culture mécanisée en commun, eux qui avaient échappé au douloureux exode rural — signe de la ruine des masses paysannes laborieuses au profit de paysans riches exploitant des salariés agricoles sur de grandes étendues de terre — qui caractérise inévitablement le pénible chemin de l'intensification de l'agriculture sous le régime capitaliste !¹¹

Quelle preuve plus convaincante de l'inexistence du travail salarié dans l'URSS de Staline que ces indices objectifs que sont l'absence de *chômage*, *d'inflation* et de *crises économiques*, c'est-à-dire par la *réalisation harmonieuse* de cette *autre sorte de marchandise*, qui n'est déjà plus à proprement parler une *marchandise*, mais qui n'est pas encore *l'échange direct* qui aura pour seule mesure le travail, une fois le produit du travail complètement débarrassé de son caractère fétiche : l'argent ; ce qui suppose non seulement la socialisation la plus complète de l'appareil productif, mais également un degré des plus élevés de productivité du travail social, permettant l'abondance de produits et l'accession à l'horizon « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». ¹²

« La plus grande difficulté pour les capitalistes est la réalisation du produit social, la transformation de la marchandise en argent. Avec nous la réalisation se fait facilement, sans à-coup ». ¹³

En réponse à la deuxième question :

Immédiatement après la mort de Staline, la ligne de développement de l'économie — basée sur le développement prioritaire de l'industrie lourde et particulièrement la production des moyens de production — fut en fait remise en cause. Quelle est l'importance économique et sociale de cette orientation ? Simplement que du développement prioritaire de l'industrie lourde et de la production des moyens de production, dépend l'essor de l'industrie légère et de l'agriculture entières : si l'on augmente la part du produit social destiné à la production des biens de consommation, on réduit nécessairement la part du produit social destiné à la production des moyens de production — extraction minière, sidérurgie, énergétique, transports, machines agricoles (autant de branches clefs dont le développement conditionne celui de l'économie toute entière) — et donc à une extension future plus importante de l'industrie légère et de l'agriculture. C'est pourquoi une *augmentation relative* de la part de l'industrie légère à court terme entraîne inévitablement une *baisse absolue* des rythmes de son développement à long terme.¹⁴ En d'autres termes, cette priorité économique reflète les intérêts du prolétariat au pouvoir.

La nouvelle direction révisionniste opéra ce changement bien avant le rapport de Khrouchtchev au XX^{ème} Congrès du PCUS en 1956. Si l'on prend la période 1927-1952 (excepté les années de la seconde Guerre Mondiale), on remarque une stabilité exemplaire des rythmes de la croissance industrielle : la croissance moyenne annuelle étant de 18 % sur une aussi longue période, et ce *tant* pour les années 1927-1940 que pour les années 1946-1952 (aux USA, pendant cette dernière période, la croissance industrielle, bien qu'elle fût dopée par la militarisation de l'économie, ne fut que de 4,1 % !). A partir de quand observe-t-on un infléchissement de la croissance industrielle soviétique ? A partir de 1953. La croissance annuelle moyenne de la production industrielle ne fut que de 14 % pour les années 1953-1955, 10 % pour les années 1958-1961 et 8 % pour les années 1965-1970 !

Avec la prise du pouvoir par les révisionnistes khrouchtchéviens, l'économie soviétique fut engagée dans une voie sans issue : celle du capitalisme.

Les observateurs bourgeois les plus éclairés avaient très bien su percevoir les prémisses de ce changement majeur : l'un d'eux¹⁵ soulignait ainsi dès 1954 les nombreux « changements positifs » introduits par la direction Malenkov. Parmi ceux-ci, il insistait — sur le plan économique — sur l'abandon de la priorité donnée au développement de la production des moyens de production au profit de l'accroissement de la production (et des importations !) de biens de consommation, l'abandon des grands projets staliniens de transformation de la nature (plantation de bandes de protection forestières, afforestation des sables, etc.) qui préfiguraient le développement d'une agriculture intensive, intégrée à l'environnement naturel et donc totalement maîtrisée — telle qu'elle a pu être édifée en Albanie socialiste —, au profit de projets jugés « plus réalistes », l'abandon du projet des agrovilles qui devaient permettre le perfectionnement des rapports de production socialistes à la campagne ainsi que la réduction des disparités entre le développement des villes et des campagnes. Sur le plan politique notre auteur souligne les attaques plus ou moins indirectes de la « nouvelle direction collective » contre l'héritage staliniens : depuis les claironnements au sujet de la « nouvelle direction collective » et de la restauration de la « légalité socialiste », en passant par la campagne anti-américaine beaucoup plus « soft » (préfigurant la « coexistence pacifique » et le rapprochement avec l'occident capitaliste), jusqu'à la libération de prisonniers politiques (dont ceux liés à l'organisation bourgeoise-sioniste pro-américaine « Joint ») et à l'expurgation du plus populaire ouvrage de Staline : *L'histoire du PCUS (b)*. Dans le domaine des arts et de la culture, les « réformes » ne furent pas en restes : « Staline était à peine enterré que consigne fut donnée aux entrepreneurs de spectacles d'amuser davantage et de moraliser moins »¹⁶, nous rapporte Henri Shapiro qui précise un peu plus loin que Staline mort, Jdanov et le réalisme socialiste étaient comme entrés en disgrâce. Autrement dit, on substitua au mot d'ordre prolétarien « les arts et la culture doivent être une arme des masses travailleuses dans leur combat pour la construction du socialisme » la conception bourgeoise de la culture qui pourrait se résumer à « panem et circenses » [du pain et des jeux], c'est-à-dire divertir les travailleurs pour les endormir et les tromper. Parallèlement au changement de la base économique, les arts, la culture et le mode de vie bourgeois prirent ainsi une vaste extension dans la société soviétique.

Toutes ces attaques trouveront leur aboutissement logique dans le rapport présenté en 1956 par Khrouchtchev : la répudiation des excès du « culte de la personnalité » ne servait qu'à masquer l'officialisation de la nouvelle ligne économique et politique révisionniste. L'erreur de Khrouchtchev — soucieux d'enterrer définitivement tout ce qui rappelait l'époque de Staline — fut de pousser la critique de Staline jusqu'à un point où elle en devenait grotesque, à un point où elle perdait toute crédibilité, notamment le déni de ses mérites essentiels dans les grandes réalisations économiques et sociales des trois décennies passées sous sa direction.

Dans l'industrie, les administrateurs furent soustraits au contrôle populaire et ouvrier (les purges) sous prétexte de mettre fin à la « période de terreur stalinienne ». Faisant allusion à Staline, Khrouchtchev assura ainsi que désormais « plus personne n'oserait terroriser le Parti », mais en profita pour retirer de la constitution soviétique l'article qui autorisait les électeurs soviétiques à démettre de ses fonctions un député incompetent ou corrompu.¹⁷ Il n'existait dès lors plus de contrôle populaire réel sur l'appareil d'Etat et de l'économie. Cet événement marque la fin du régime de dictature du prolétariat en URSS et le triomphe définitif d'une bureaucratie qui détenait désormais les rennes du pouvoir : Etat, économie, armée.¹⁸

Les bureaucrates dès lors inamovibles et assurés de tranquillité, n'hésitèrent désormais plus à s'arroger hauts traitements et privilèges, détournant une partie croissante du produit social : ils se constituèrent alors comme une nouvelle classe exploiteuse à *part entière*. Le travail redevint ainsi une *marchandise*. Ce détournement du produit social conditionna l'apparition de déséquilibres entre production et consommation. Très caractéristique de ce déséquilibre est l'augmentation des ventes à crédit : entre 1960 et 1967 la part des marchandises vendues à crédit passa de 1,8 % à 5,7 %. Aujourd'hui, même les historiens anticommunistes trotskisans les plus sérieux admettent que la mort de Staline a signifié l'émancipation et l'épanouissement de la bureaucratie :

« La situation change profondément dans la période poststalinienne : encore marquée, au début, par les traditions plébéiennes et rurales du pays, la bureaucratie devient au cours des années 1950-1960 une bureaucratie pleinement urbaine dans une société elle aussi urbanisée. Dans ses échelons supérieurs, elle est désormais une puissance solidement établie et farouchement retranchée sur ses positions. Cette émancipation est un des traits fondamentaux de toute la période poststalinienne, car c'est bien la bureaucratie de l'État et du Parti qui a mis fin aux pratiques arbitraires qui, sous Staline, rendaient sa situation si précaire. Le stalinisme est remplacé par un modèle totalement bureaucratique qui, très vite, acquiert un quasi-monopole sur tous les postes stratégiques du pouvoir. » En bref « la bureaucratie qui dirigeait l'État en était pratiquement devenue la propriétaire ». (Moshe Lewin, *Le siècle soviétique*, Fayard — Le Monde Diplomatique, Paris, 2003, p. 430.)

Ainsi prit fin la dictature du prolétariat en URSS, ainsi fut renversé le socialisme, non pas en 1991, mais dès la deuxième moitié des années 1950.

A la campagne, les fermes collectives devinrent propriétaires des Stations de Machines et de Tracteurs dès 1958, convertissant les kolkhozes de propriété socialiste de groupe en propriété coopérative de type capitaliste. La circulation marchande des moyens de production y fut restaurée, et donc à sa suite la propriété privée des moyens de production.

Dans toute l'économie, l'efficacité des investissements productifs baissa, des disproportions apparurent, les objectifs du Plan devinrent toujours plus vagues et flous, leur réalisation illusoire. Les effets de la restauration des mécanismes économiques du capitalisme furent imparables : au lieu de combler le retard sur les pays impérialistes les plus puissants, puis de les dépasser, l'économie soviétique se mit à connaître les plaies du capitalisme. Le chômage réapparut, les rythmes de croissance de l'économie décéléraient rapidement, le taux de natalité chuta (de 5,5 ‰ à la campagne pour la période 1961-1965 ; de 8,5 ‰ pour l'ensemble de l'URSS en 1966 par rapport à 1950), le taux de mortalité infantile augmenta (+ 5,0 ‰ pour la période 1971-1975), on observa la résurgence de problèmes d'oppression nationale provoqués par le changement de caractère des relations entre le centre et les régions périphériques, l'exode rural et le dépeuplement des campagnes sévirent, freinant le développement de l'agriculture : l'URSS autrefois exportateur de céréales, dut bientôt en faire importer des USA et du Canada. Dans le domaine des transports, la juste orientation donnée au développement prioritaire du transport ferroviaire — plus judicieux tant d'un point de vue économique qu'écologique — fut abandonnée, conséquemment au développement anarchique de l'économie : le transport ferroviaire qui représentait 85 % du transport de marchandise en 1940 n'en représentait plus que 56 % en 1979, tombant ainsi en dessous de son niveau de 1913 (60 %). Dans le domaine social et culturel, la réduction de l'alcoolisme et la liquidation de l'analphabétisme qui avaient marqué la période socialiste firent place à des reculs. Concernant l'émancipation matérielle et culturelle de la femme, un recul semblable s'est rapidement manifesté : la participation des femmes au travail productif baissa, leur proportion passant de 64 à 56 % dans les kolkhozes entre 1950 et 1961 ; de 49 % à 41 % dans le secteur d'Etat de l'agriculture entre 1950 et 1958 ; de 47 % à 45 % dans le total des ouvriers et des employés durant la même période et enfin de 53 à 45 % dans les effectifs des étudiants de l'enseignement secondaire et supérieur entre 1950-1951 et 1960-1961.

L'agriculture qui avait été utilisée comme leitmotiv par Khrouchtchev et qui avait semblé progresser durant le sixième quinquennat piétinait en fait durablement devant des difficultés grandissantes : la production céréalière qui avait augmenté de 58 % durant la période 1929-1949 malgré les ravages dus à l'occupation fasciste (1941-1945) — le « borbier » dans lequel Staline était censé l'avoir plongée... — n'augmenta que de 46 % durant la période 1952-1987. Le rythme de croissance industrielle diminua de moitié entre 1952 et le milieu des années 1960. De graves déséquilibres apparurent dans le développement de l'économie. A partir du milieu des années 1970, le marasme dans lequel les révisionnistes avaient plongé l'économie soviétique était tel que le revenu national soviétique augmentait désormais *moins vite* que celui des USA !¹⁹ « Rattraper et dépasser les USA ». Ce mot d'ordre ne vient pas de Khrouchtchev, comme certains "marxistes-léninistes" voudraient le faire croire, mais de Lénine et Staline. Alors même que la reconstruction économique de l'URSS n'en était qu'à ses balbutiements, Lénine fixait déjà cette tâche de « rattraper les principaux pays capitalistes au point de vue économique », ajoutant que ce qui était déterminant pour la victoire définitive du socialisme, c'était en définitive le degré de productivité du travail social.

Les révisionnistes, en fidèles défenseurs de l'obscurantisme bourgeois en matière d'économie politique, ne virent que le combat pour la productivité et oublièrent l'avertissement de Staline : oui nous recherchons la hausse du produit social et de la productivité du travail, mais pas de n'importe quelle manière, seulement en s'appuyant sur la croissance des formes socialistes d'économie. Que de différence avec les conceptions économistes des

révisionnistes pour lesquels selon le mot de Deng Xiaoping : « Qu'importe que le chat soit blanc ou noir, pourvu qu'il attrape les souris » !

Emportés dans leur logique économiste, les révisionnistes estimèrent ainsi que ce qui manquait au socialisme était en somme le « défaut de responsabilisation » et le « manque d'initiative » de la base, induits par la planification centralisée. En quoi consistèrent donc les « réformes » introduites ? Principalement en une large décentralisation de l'appareil productif — industriel comme agricole —, non pas dans le sens positif de sa meilleure répartition sur les vastes territoires de l'URSS et du développement économique prioritaire des régions périphériques arriérées comme il avait été question jusqu'ici, mais dans le sens de son affranchissement vis-à-vis de la direction planifiée centralisée. Les entreprises industrielles devinrent ainsi propriétaires des moyens de production — ne reversant plus à l'Etat qu'un impôt sur le bénéfice — et acquérant une totale autonomie comptable leur laissant le loisir de disposer des fonds d'investissements comme des revenus de l'entreprise.

Ces « réformes » rendirent évidemment caduque toute *véritable* planification de la production et la loi de la valeur redevint ainsi la loi régulatrice de l'ensemble de l'économie soviétique, exerçant son influence sur toutes les sphères de la société soviétique.

Mais en quoi consiste la *loi de la valeur* ? Quelle est son action sous le capitalisme ? Comment agit-elle sous le socialisme ?

La loi de la valeur est la loi régulatrice de la production marchande. Elle établit l'équivalence entre les *valeurs d'usage* (d'utilité) des différentes marchandises et les ramène à une mesure commune : la *valeur d'échange*, fétichisée et symbolisée par *l'argent*.

On a montré que la valeur d'une marchandise se ramenait en définitive à la quantité de travail cristallisé en elle. Pour la raison que tout au long de l'histoire moderne de la société humaine jusqu'au capitalisme, le travail est du travail exploité, la valeur du produit du travail revêt nécessairement une forme fétichisée : la mesure de la valeur d'une marchandise se fait non en mesurant directement *le temps de travail* nécessaire à la production de telle ou telle marchandise, mais de manière détournée, par *l'égalisation du taux de profit* entre les différentes branches de l'industrie (par la mesure de la valeur des produits du surtravail qui peuvent en être retirés). En fonction du *taux de profit* de telle ou telle industrie par rapport aux autres, les capitaux *affluent* ou *refluent*, c'est un mouvement de va-et-vient constant amenant à l'échelle de la société à l'obtention d'un *taux de profit moyen*.

Marx avait démontré que la hausse du capital constant au sein de la composition organique du capital entraînait une baisse du taux de profit et que les branches possédant la composition organique la plus faible en capital constant, employant donc comparativement à la totalité du capital engagé une plus grande part de capital variable (c'est-à-dire de main d'œuvre), étaient celles qui produisaient le plus de profit. (Ce qui se comprend parfaitement, puisque la *marchandise force de travail* est la *seule marchandise* dont l'usage produise une plus grande somme de valeurs d'échanges que n'en nécessitent son fonctionnement et sa reproduction.) Marx avait déjà remarqué que l'application de la loi de la valeur à la sphère des moyens de production aboutissait à favoriser le développement de l'industrie légère comparativement à l'industrie lourde et amenait aussi souvent à freiner le progrès technique et la mécanisation de la production : le pressurage le plus sauvage de la main d'œuvre est aussi souvent que possible préférée à des investissements lourds en capital constant qui amèneront inévitablement à la baisse du taux de profit. Ainsi se trouve également freinée en régime capitaliste la croissance de la *productivité du travail*. C'est la concurrence entre les différents propriétaires privés qui s'oppose *dans une certaine mesure* à cette tendance, en exigeant la baisse du coût de production et donc de la quantité de travail humain utilisé dans le processus de production. D'où l'introduction alors obligatoire du machinisme.

Dès l'époque où il s'agissait de jeter les fondements de l'industrialisation du pays, Staline avait insisté sur la *nécessité* de soustraire les moyens de production à la sphère d'action de la loi de la valeur (la recherche absolue de la rentabilité immédiate), sans quoi l'industrie lourde (qui possède une composition organique en capital très élevée), ne serait pas jugée rentable et ne serait donc pas édifée, ou avec un très grand retard et à des rythmes faibles (comme il est habituellement d'usage au cours du long et pénible processus d'industrialisation capitaliste...)

Sous le socialisme, la loi de la valeur *doit donc voir sa sphère d'action restreinte* sous peine d'entraver la construction de la base économique du socialisme. La loi de la valeur exerce son action comme le soulignait Staline, mais dans un cadre 1° qui exclut le capital engagé dans le processus productif (qu'il s'agisse du capital fixe ou du capital variable : la force de travail humaine) ; 2° restreint aux objets de consommation courante à quelques exceptions prêt cependant : sous le socialisme, la valeur des marchandises n'est pas toujours égale à son prix de revient ; pour certains objets de consommation courante ayant une grande utilité sociale, le prix est fixé en dessous du prix de production, alors que le prix des objets de moins grande utilité sera fixé au-dessus du prix de production (c'est ainsi qu'en URSS le pain était vendu en-dessous de son prix de production, ou qu'en Albanie le prix des appareils électroménagers était ajusté en fonction de leur utilité sociale, notamment en vue de l'émancipation de la femme et de son affranchissement du fardeau des tâches ménagères), l'essentiel étant la compensation des écarts individuels des valeurs à l'échelle de la société, compensation capable de garantir la reproduction élargie du capital social de manière harmonieuse.

En outre, le processus de planification tend de plus en plus à prendre directement pour mesure de la valeur du produit du travail la quantité de travail qui lui est intégré, et à l'exprimer de manière non détournée. De ce fait, la sphère d'action de la loi de la valeur sous le socialisme est sévèrement restreinte. Mais elle continue nécessairement d'exercer une action tant que subsiste la production marchande dans l'agriculture, du fait de l'existence de la propriété kolkhozienne et du caractère encore *assez limité* (c'est-à-dire incomplet) de la planification de l'économie kolkhozienne, comparativement à celle de l'industrie.

L'extension de la loi de la valeur à la sphère *des moyens de production et du travail* marquaient donc l'avènement d'une nouvelle bourgeoisie. Avec l'incorporation des moyens de production et du travail à la sphère d'action de la loi de la valeur était donc restauré le *mécanisme fondamental* de la production capitaliste et était par là même rendue impossible toute véritable planification, la prétendue "planification" des révisionnistes n'étant que le jeu anarchique de la loi de la valeur dans l'ensemble de l'économie soviétique. Comme Staline le faisait si justement remarquer, une fois les lois de la planification centralisée transgressées, il était devenu inévitable qu'apparaissent des disproportions dans le développement des différentes branches de l'économie. De ce fait la prétendue planification fut réduite à une *caricature de planification* (telle qu'on peut la trouver sous le capitalisme chez les keynésiens) : à partir de 1957, le prétendu plan des révisionnistes ne fixait même plus le nombre des ouvriers et des employés ; de même, les indices du plan, de *directives* étaient devenus de simples *recommandations* que les entreprises étaient libres de suivre ou de ne pas suivre.

Les révisionnistes se débattaient donc désormais dans des contradictions insolubles : la quête d'un hypothétique « juste milieu » entre "planification" économique et libre jeu de la loi de la valeur, ce qui donnera lieu à des affrontements entre les tendances décentralisatrices dites "réformatrices" (Khrouchtchev et Kossyguine) et centralisatrices dites "conservatrices" (Brejnev), sans jamais évidemment — à la manière des économistes bourgeois —, être capables de remettre en cause leur faux pré-supposé de départ : l'extension de la sphère d'action de la loi de la valeur aux moyens de production et au travail !

Inévitablement, il s'ensuivit du fait que la production de profit redevint le but de la production, la détermination de nouveaux choix dans le développement de l'industrie et la mise au second plan du développement de l'industrie lourde en général au profit d'industries plus immédiatement rentables — voie que Staline avait dénoncée autrefois comme condamnant la construction du socialisme —, tout autant le fait que le travail redevint du travail salarié : le camarade Bill Bland disait ainsi de ces "réformes" qu'elles « incitaient chaque entreprise à maximiser ses profits et à réduire au minimum ses coûts de production »²⁰, bien sûr au profit des administrateurs bourgeois et au détriment des travailleurs et de l'environnement...

C'est en ceci que consiste au final le "socialisme de marché" des révisionnistes de tous acabit (russes, chinois, etc.).

Les révisionnistes eux-mêmes durent admettre l'échec total de ces "réformes" : Jean Radvanyi reconnaissait ainsi en dressant le bilan de la « réforme des sovnarkhoz » de Khrouchtchev de 1957 que « le remède avait été pire que le mal », qu'il avait provoqué l'exacerbation de « l'esprit de clocher local » et avait « rendu les services de statistiques incapables de fonctionner ». Cet échec cuisant, qui fut selon Jean Radvanyi vécu par les soviétiques « comme un traumatisme », fut également pour une large part responsable de la mise à l'écart de Khrouchtchev en 1964.²¹

Une frange de la nouvelle direction révisionniste sentait bien le danger qu'il y avait à s'engager sur le terrain de la répudiation totale de Staline, et le risque de se voir par là arracher son masque « communiste », d'autant plus qu'une fois passé le court moment d'euphorie elle s'était rapidement vue acculée face aux premiers échecs économiques. Khrouchtchev écarté, il était donc obligatoire de feindre un retour aux « méthodes de directions » de Staline. Ce « retour » amorcé par les brejnéviens fut doublement illusoire : non seulement les méthodes différaient (maintien de la décentralisation et de l'autonomie comptable des entreprises — en somme les « recettes miracles » de l'autogestion), mais évidemment le but social de la production, sans même parler de ses résultats pratiques !

Pour tenter de remédier à tous ces problèmes économiques qui commençaient à avoir de lourdes répercussions sociales, les dirigeants révisionnistes se tournèrent toujours plus vers l'occident, et surtout vers ses « technologies avancées », mais derrière "l'aide", c'est la dépendance qui pointait. Les khrouchtchéviens et les brejnéviens se réconcilièrent avec l'impérialisme américain par l'entremise de son officine titiste.

La coexistence pacifique léniniste imposée par les peuples se transforma ainsi en coexistence pacifique révisionniste, mise en œuvre en collusion avec les dirigeants de l'impérialisme et contre les luttes armées de libération du joug colonial. Tous ces facteurs déterminèrent l'affaiblissement puis l'effondrement de l'économie soviétique ainsi que le reflux du mouvement communiste et anti-impérialiste.

En 1991, le social-impérialisme soviétique s'effondra : ses zones d'influence furent redistribuées au profit des puissances impérialistes occidentales.

Cet effondrement fut présenté par la bourgeoisie comme « l'effondrement du communisme », alors qu'il prenait sa source dans les "réformes de marché" initiées par les khrouchtchéviens dès la seconde moitié des années 1950. Beaucoup de soviétiques entretiennent aujourd'hui encore des illusions sur « la chute du socialisme en 1991 », du fait que certains acquis sociaux avaient pu être préservés jusqu'alors, aussi longtemps que l'URSS

restait une grande puissance et qu'elle n'était pas encore tombée sous la dépendance économique complète de ses concurrents impérialistes.

Et les journalistes bourgeois d'occident de feindre de s'étonner que dans ce contexte — non seulement après 1991, mais même bien avant la prétendue « chute du socialisme » —, le peuple et les travailleurs soviétiques aient pu (ou puissent encore aujourd'hui) montrer une profonde nostalgie pour la période stalinienne ! Hedrick Smith rapportait ainsi en 1975 que

« la nostalgie de Staline chez les soviets ordinaires fut une surprise pour moi » : « je fis une découverte en m'apercevant que Staline avait encore un grand prestige latent chez les gens du peuple, et que Khrouchtchev était en général considéré sans la moindre indulgence, comme un rustre et un bousilleur, sauf dans l'intelligentsia libérale et parmi les victimes de purges réhabilitées qui avaient personnellement bénéficié de sa politique. »²²

C'est sur ce précieux aveu concédé par un farouche anti-communiste que nous voulons clore ces quelques pistes de réflexion sur les causes et les conséquences de la restauration du capitalisme en URSS.

4° OU EST L'AVENIR POUR LES TRAVAILLEURS AUJOURD'HUI ?

Aujourd'hui, le monde capitaliste avec à sa tête les grandes puissances "démocratiques" connaît toujours l'inflation, le chômage, le marasme économique et les guerres de rapine. La base objective pour la révolution socialiste existe plus que jamais.

Aujourd'hui, les grands capitaines du monde capitaliste-impérialiste, toujours fidèlement servis par leurs partis politiques continuent de tromper la grande masse des travailleurs et des exploités, alors même que dans la république bourgeoise la plus "démocratique"

« La force du capital est tout, la Bourse est tout ; le Parlement, les élections ne sont que des marionnettes, des fantoches... »²³

Cependant, chaque jour qui passe voit ces marionnettes se démasquer un peu plus aux yeux des opprimés, les fait apparaître un peu plus comme

« le gouvernement qui, vivant de la conservation de toutes les vilenies, n'est lui-même que la *vilenie au gouvernement*. »²⁴

Aujourd'hui, les idées du communisme ne sont pas mortes : elles reflètent d'abord une *nécessité* historique et économique, celle de l'opposition au capitalisme et de son renversement.

Seules les conditions subjectives retardent sur ce développement, principalement à cause du triomphe du pseudo-marxisme au sein du mouvement communiste. La tâche se pose aujourd'hui devant tous les communistes révolutionnaires : tirer les leçons des victoires et des échecs du passé afin de reconstruire un mouvement communiste révolutionnaire comme Lénine le fit en combattant la trahison des chefs réformistes de la Deuxième internationale.

Cette démarcation, nous les jeunes marxistes-léninistes, nous la ferons d'abord sur la question de *l'abolition de l'esclavage salarié*, question qui amènera forcément les ennemis des travailleurs à se démasquer, à reculer devant la révolution socialiste et à chercher à transiger avec les exploités.

Qui dit *abolition du salariat* doit dire *abolition de la propriété privée* des moyens de production. Qui dit *abolition de la propriété privée* des moyens de production doit dire *renversement des exploités*. Qui dit *renversement des exploités* doit dire *révolution socialiste*. Qui dit *révolution socialiste* doit dire *répression des exploités*. Qui dit *répression des exploités* doit dire *dictature du prolétariat* ! Hors de cela, point de *véritable démocratie* pour les travailleurs ! Telle est la vérité que tout travailleur politiquement conscient doit s'assimiler et propager. Ainsi se pose donc inévitablement au final la question de l'URSS de Lénine-Staline quand il s'agit de donner réellement aux travailleurs les moyens de leur libération économique, politique et sociale.

Ensuite se pose la question des moyens pratiques à mettre en œuvre pour réaliser ce programme. Parmi les moyens, le plus fondamental, celui dont dépendent tous les autres, c'est le *Parti Communiste*, avant-garde consciente et organisée du prolétariat. En effet, le prolétariat divisé par la concurrence anarchique, en proie au chômage et plongé dans la misère de la société esclavagiste capitaliste ne peut constituer une force politique en face de la bourgeoisie *que s'il est organisé* disait en substance Lénine. Or aujourd'hui ce *Parti Communiste* fait cruellement défaut aux travailleurs, quotidiennement en butte à l'arrogance sans cesse croissante du patronat et de ses laquais, incapables d'élaborer une réponse commune à l'oppression. En guise de « Parti » existent de nombreuses organisations, plus ou moins proches du marxisme-léninisme, en tous cas très rarement suffisamment pour comprendre la nécessité de l'union de tous les exploités conscients au sein d'un unique *Parti Communiste* révolutionnaire.

Lénine avait très justement insisté sur le danger de croire sur parole les étiquettes dont s'affublaient les partis politiques et il soulignait la difficulté de déceler le mensonge dans ce domaine. Ces difficultés ne sont pas amoindries quant il s'agit d'organisations se réclamant du marxisme-léninisme. Mais heureusement, il existe une méthode pour nous aider à déceler les mensonges des opportunistes : on ne juge pas un Parti selon les belles phrases des discours pleins de clinquant de ses dirigeants, mais selon ses actes.

La désinvolture pour les tâches théoriques, la promptitude à se jeter corps et âmes dans le mouvement spontané et à se laisser porter par ce courant, la tendance à substituer au seul programme révolutionnaire possible

sous l'impérialisme — la révolution socialiste — des chimères de programmes réformistes « minimaux » hérités des vieilles tendances révisionnistes et réformistes dont le PCF n'est jamais parvenu à se défaire, la tendance au repli organisationnel et le triomphe de l'esprit de clocher, la primauté des intérêts étroits de telle organisation "marxiste-léniniste" sur la nécessité de l'unité des marxistes-léninistes au sein d'un seul Parti unifié, reconnu par l'avant-garde des travailleurs comme son détachement de choc et non uniquement « autoproclamé » ; toutes ces tares sont autant d'avatars hérités du révisionnisme et de ses influences petite-bourgeoises délétères.

Face à ce constat objectif, les jeunes marxistes-léninistes disent : oui la division actuelle des organisations et des camarades isolés se réclamant du marxisme-léninisme est une *réalité*, mais elle n'est pas une *fatalité* devant laquelle nous sommes impuissants ! Certes nous ne prétendons pas pouvoir unifier le prolétariat *dans son ensemble*, à la manière des révisionnistes qui ignorent la scission objective du prolétariat sous l'impérialisme²⁵, mais nous prétendons pouvoir et devoir faire le tri entre « l'ivraie et le bon grain », entre les communistes qui ont vraiment à cœur les intérêts des travailleurs, et ceux qui restent obstinément imprégnés par le social-démocratie ou le révisionnisme, canaux par lesquels l'influence de la bourgeoisie parvient à pénétrer au sein du prolétariat.

Nous, jeunes marxistes-léninistes, ferons tout pour liquider ces influences et nous n'hésitons pas à proclamer que *nous construirons le Parti sur les ruines des organisations* ; ce qui n'empêche pas que dans ce combat contre l'inertie et l'immobilisme nous aurons à nos côtés des camarades plus anciens, sincères et expérimentés qui nous ferons profiter de leur expérience de lutte.

A travers cette introduction, nous jeunes marxistes-léninistes, avons pour but d'illustrer notre démarche : celle d'utiliser le matérialisme dialectique appliqué à l'analyse de l'histoire du mouvement communiste, de la situation contemporaine française et internationale, afin de faire de cette théorie et de ses développements l'arme idéologique la plus affûtée, capable (pour reprendre le mot de Marx) de « se saisir des masses », de transformer l'apathie des esclaves salariés²⁶ en une force matérielle révolutionnaire capable de renverser les fondements de la société bourgeoise. Si notre but est de *comprendre* la réalité économique, politique et sociale, c'est uniquement pour nous donner les moyens de *transformer* cette réalité.

Dans ce combat, nous n'oublierons pas cet instructif jugement de classe qu'un député français (des plus lucides) a prononcé en 2006 :

« ... Prenons garde. La crise sociale actuelle risque de provoquer ici et là des nostalgies, **en particulier chez les jeunes**, qui ignorent ce qui s'est passé avant. **C'est simplement se protéger contre le recours à ces nostalgies** que de dire haut et fort que le communisme du XX^{ème} siècle, les régimes communistes tyranniques, ont commis des crimes et que de tout cela, nous ne voulons plus ».²⁷

Non, M^r le défenseur patenté de l'ordre exploiteur, ce ne sont pas là de simple « nostalgies », et vos condamnations moralistes bourgeoises-républicaines ne suffiront pas à détourner les exploités — jeunes ou moins jeunes — de la seule voie menant à leur libération économique, sociale et politique : la révolution sociale sous la bannière du communisme scientifique !

Vincent Gouysse, mai 2006.

NOTES :

¹ De nombreux points fondamentaux ayant trait à l'analyse de la restauration du capitalisme en URSS sont évoqués rapidement dans le présent texte et ne seront approfondis que dans une prochaine étude.

² Cf. *Human Development Report 1998* et *Human Development Report 2005*.

³ Quelques-uns des mensonges les plus récurrents (le culte de la personnalité, le massacre d'officiers polonais à Katyn, etc.) sont démontés sur la page « Les mensonges sur l'URSS de Staline » : http://www.marxisme.fr/Joseph_Staline_et_les_mensonges_de_la_bourgeoisie.htm

⁴ La propagande bourgeoise la plus grossière tente même d'assimiler le communisme au nazisme : nazisme et stalinisme seraient des « frères jumeaux » : « pensez-donc, l'horreur des camps ! » Pourtant on ne saurait aucunement assimiler les goulags à des « camps d'extermination » — fusse pour les anciens exploités —, en effet, le taux de mortalité annuel parmi les prisonniers des goulags et des camps de travail était de 4 % en moyenne dans les années 1934-1939. Après guerre, avec l'apparition des antibiotiques, la mortalité parmi les prisonniers chuta à 1 % pour les années 1949-1951 et même à moins d' 1/2 % pour les années 1952-1953 — 0,3 % en 1953 ! On est bien loin d'une politique d'extermination physique systématique des prisonniers — qu'ils soient de droits communs ou politiques ! (Ces pourcentages ont été calculés à partir des chiffres fournis par *La revue américaine d'histoire*.) Afin de bien prendre la mesure de ces chiffres, signalons que le taux de mortalité annuel au sein de la population carcérale française était de 0,46 %... en l'an 2000, cependant que les progrès de la médecine ont fait des bonds importants en un demi siècle...

⁵ Pour plus de détails, voir la page http://www.marxisme.fr/la_dictature_du_proletariat_et_les_communistes.htm

⁶ Staline cité par Henri Barbusse dans *Staline, un monde nouveau vu à travers un homme*, Ed. numérique, p. 76.

⁷ Sous le capitalisme, la militarisation apporte un profit aux exploités, la consommation des travailleurs étant forcément limitée par l'exploitation ; sous le socialisme en revanche les dépenses militaires sont un fardeau consciemment consenti par les travailleurs, nécessaire à supporter pour défendre les conquêtes de la révolution face à l'encerclement hostile du monde capitaliste. Les dépenses militaires dans le budget des Etats-Unis sont passées de 22,5 % en 1939-1940 à 68 % en 1949-1950, et à 76 % du budget en 1950-1951. Elles s'élevaient à 25 % du budget pour l'année 2003 ! Pour l'URSS elles s'élevaient à 18,5 % en 1950, contre 32,6 % en 1940 et 23,9 % en 1946.

⁸ Si la production marchande répond à une *division sociale du travail*, c'est avant tout une nécessité économique : dans un souci d'efficacité économique la spécialisation est nécessaire (à des échelles aussi différentes que l'entreprise, l'atelier, l'ouvrier) pour l'obtention d'une production de masse au moindre coût, c'est-à-dire nécessitant le moins de travail humain... Le communisme ne consiste pas à ramener l'humanité à l'artisanat où chacun produirait en autarcie pour son propre compte. Le communisme utilise les avantages de la grande industrie

pour décharger le travail humain des travaux les plus pénibles et ouvrir aux travailleurs de larges perspectives, notamment la réduction du temps du travail en vue du développement le plus large des facultés physiques, intellectuelles et culturelles de chacun.

⁹ Staline, *Les questions du léninisme*, Ed. numérique, tome I, p. 172-173. — Ici Staline fait “honteusement” mentir le révisionniste Mao Tsé-toung qui affirmait qu’une fois le « capitalisme d’Etat » serait prépondérant dans l’économie chinoise, la « transformation socialiste » serait « pour l’essentiel achevée » ! (Et les trotskistes d’en profiter pour dépendre Mao Tsé-toung sous les traits d’un « contre-révolutionnaire stalinien »...)

¹⁰ Staline, *Cinq conversations avec les économistes soviétiques*, Ed. numérique, p. 6.

¹¹ Sur la réalité du mouvement de collectivisation des campagnes des années 1930, voir le très instructif témoignage de Guido Miglioli : *La collectivisation des campagnes soviétiques*, Ed. numérique.

¹² Voir Staline : *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, Ed. numérique.

¹³ Staline, *Cinq conversations avec les économistes soviétiques*, Ed. numérique, pp. 35-36.

¹⁴ De 1925 à 1954, la part des moyens de production dans la production industrielle est passée de 34 % à 70 %, dans le même temps, la production industrielle des objets de consommation courante a été multipliée par 14 ! De 1926 à 1952 le volume de la production industrielle globale a été multiplié par 27 ! Entre 1965 et 1979, la production de l’industrie soviétique a augmenté à un rythme annuel moyen de 6 %. La production industrielle globale a été multipliée par seulement 2,5 durant cette période (par 2,6 pour la production des moyens de production ; par 2,4 pour la production des biens de consommation...) Cet effondrement des rythmes d’accroissement de la production industrielle soviétique n’était pas issu de facteurs internes inéluctables, mais était bien le résultat de choix politiques délibérés (conscients ou pas, peu importe).

- Depuis les années 1930 l’URSS était pourvue d’une puissante industrie de production des moyens de production — une industrie de pointe non dépendante des capitaux ou de la technologie étrangers (un seul exemple suffira à l’illustrer : celui du domaine de l’énergie : les gigantesques barrages hydroélectriques ; la mise en service en 1954 par l’URSS de la première centrale atomique civile du monde) — capable de faire progresser l’économie soviétique indépendamment de la conjoncture économique internationale.

- On ne peut pas non plus imputer cette baisse — comme le font les révisionnistes — au fait que sous Staline la croissance aurait été obtenue de manière *extensive* et non *intensive*, et que par conséquent, la baisse des taux de croissance devait être la conséquence *passagère* du passage à un mode de production intensif. En 1913, la productivité du travail dans l’ensemble de l’économie russe était 3 fois moindre qu’en France, 4,7 fois moindre qu’en Grande-Bretagne et 9 fois moindre qu’aux USA. En 1955, cependant que la productivité du travail avait été multipliée par 2,2 aux USA par rapport à 1913, la productivité du travail soviétique n’était plus que 2,5 fois inférieure à celle des USA, mais était désormais respectivement 1,2 et 1,5 fois plus élevée que celle de la Grande-Bretagne et de la France ! S’il est vrai que la production industrielle soviétique a été multipliée par 27 en 1952 par rapport à son niveau de 1913, il est non moins vrai que cet accroissement était dû pour une bonne partie à la hausse de la productivité du travail.

¹⁵ Henri Shapiro, *L’URSS après Staline*, Gallimard, Paris, 2^{ème} trimestre 1954. — L’auteur, doyen des correspondants étrangers à Moscou et directeur du bureau de l’*United Press*, a vécu pendant 20 ans en URSS.

¹⁶ Henri Shapiro, *Ouvrage cité*, p. 214.

¹⁷ Le témoignage de Molotov va sans équivoque dans ce sens : « Khrouchtchev avait promis une vie plus tranquille au sommet, et beaucoup de gens ont sauté sur l’occasion. » (Molotov cité dans Félix Tchouev, *Conversations avec Molotov*, Albin Michel, Paris, 1995, p. 293.)

¹⁸ On peut légitimement se demander comment un Parti Communiste aussi aguerri et expérimenté que l’était le Parti bolchevik a pu aussi rapidement dégénérer après la mort de Staline. L’une des causes majeures avait été pointée du doigt par Staline et sonnait comme un avertissement à ce nouveau « vertige du succès » qui s’empara de nombre de dirigeants soviétiques après-guerre : confortés par la victoire de 1945 et par le renforcement apparent du camp socialiste, beaucoup étaient devenus présomptueux et arrogants — « rien ne nous est impossible ! ». Ces tendances étaient d’autant plus dangereuses que parmi les millions de morts soviétiques de la guerre, on recensait près de 4 millions de membres du Parti Communiste, pour un Parti qui en comptait 3 millions avant-guerre ! C’est dire comme les rangs du Parti avaient été éprouvés plus durement qu’au cours de toutes les batailles passées : nombre des meilleurs communistes étaient montés au front en première ligne et avaient donné leur vie en sacrifice pour la défense de la patrie socialiste. S’opéra ainsi une « sélection » négative qui favorisa les éléments opportunistes et arrivistes.

¹⁹ Autant dire que dès cet instant, la « compétition pacifique » était perdue et devait inévitablement amener aux événements de 1991 : le dépeçage du vaincu par le vainqueur...

²⁰ Bill Bland, *Le processus de restauration du capitalisme en URSS après la prise du pouvoir par les révisionnistes khrouchtchéviens*, Ed. numérique, p. 22.

²¹ Jean Radvanyi, *Le géant aux paradoxes*, Messidor-Editions Sociales, Paris, 1982, pp. 262-263.

²² Hedrick Smith, *Les Russes*, Editions Pierre Belfond, Paris, 1976, pp. 256-257. (New York, 1975.) — Nous livrons ici quelques extraits de témoignages tout aussi symptomatiques de l’état de délabrement réel de l’URSS sous Khrouchtchev et Brejnev, rapportés par ce journaliste qui a été pendant trois années chef du bureau du *New York Times* à Moscou :

« D’autres amis, des intellectuels russes pour qui Staline était une malédiction, furent eux aussi choqués, au cours d’une visite chez une de leurs relations appartenant à la classe ouvrière, à l’occasion d’une grande fête, de trouver les invités occupés à chanter d’anciennes chansons de guerre dont l’une, en particulier, avait pour refrain : « Buvons à la Mère Patrie. Buvons à Staline. » Et les verres de vodka se levaient à la mémoire du dictateur défunt. »

« Non seulement les Géorgiens boivent à Staline et regardent de haut les critiques sur la façon dont il a gouverné, mais on m’a montré également des photos de célébrations et commémorations au cours desquelles des officiels géorgiens portaient le portrait de Staline qui figurait dans le cortège à côté de ceux de Lénine, de Marx et d’Engels, marque publique de respect interdite ailleurs. En d’autres lieux du pays, il y en avait beaucoup qui, s’ils se montraient peut-être plus discrets, n’en éprouvaient pas moins la nostalgie de Staline. »

« Un chauffeur de taxi azerbaïdjanais à qui l’on demandait, à Bakou, pourquoi il avait la photo de Staline collée sur son pare-brise, affirmait : — Nous adorions Staline ici. C’était un chef à poigne. Avec Staline, les gens savaient où ils allaient. »

« Un bibliothécaire de 30 ans à Tachkent : — Staline a porté l’effort de guerre entier, gigantesque sur ses épaules. Il a édifié la puissance de ce pays. Naturellement, des erreurs ont été commises en son nom, par d’autres. Il n’aurait pas dû leur faire confiance, surtout pas à Béria. Mais voyez ce que Staline a accompli. On n’aurait jamais dû retirer son corps du mausolée (en 1961). Ça n’a pas plu aux gens du peuple. C’était l’idée de Khrouchtchev. Il était fruste et stupide. Il a gâché de l’argent par ses projets fous, comme de vouloir faire pousser du blé au Kazakhstan. Il s’est ridiculisé et notre pays par la même occasion. »

« Guennadi, le comptable d’une ferme d’État : — Il se peut que l’intelligentsia rêve de démocratie, mais l’immense masse du peuple rêve de Staline, de son pouvoir fort. Ils ne sont pas réactionnaires mais ils sont maltraités par leurs petits patrons, qui trichent et les exploitent, les détruisent. Ils veulent un chef à poigne qui foule aux pieds les petits patrons. Ils savent que sous Staline les conditions (économiques) n’étaient pas tellement bonnes, mais les directeurs des fermes d’État et les autres officiels ne les volaient pas, ils ne se moquaient pas d’eux. Il y avait au temps de Staline un contrôle sur les autorités locales. »

« Iouri, jeune ouvrier métallurgiste, vingt ans : — Vous voulez savoir ce que pensent les ouvriers ? Connaissez-vous l'expression : « Les Russes ont besoin de gens qui aient le dos large ? » Cela signifie qu'ils ont besoin d'un dirigeant fort, pour s'abriter derrière. Ce dicton avait plus d'importance sous Staline que maintenant. Mais il est encore plus important. Il correspond au sentiment qu'ont les ouvriers. Ils veulent un dirigeant fort, comme Staline, et ils ne pensent pas que Brejnev soit de la même trempe. »

« Un écrivain d'une soixantaine d'années qui a passé huit ans dans les camps de travail staliniens, cherchant à expliquer la sympathie latente pour Staline chez les ouvriers et les paysans : — Là-bas, Staline a une prise réelle sur le *narod*, les masses. Ils sentent qu'il a construit le pays et gagné la guerre. Maintenant ils voient la désorganisation dans l'agriculture, la désorganisation dans l'industrie, la désorganisation partout dans l'économie et ils n'en voient pas l'issue. Ils sont tracassés par la hausse des prix. Ils pensent que, lorsqu'il y avait un dirigeant dur comme Staline, nous n'avions pas de tels ennuis. Les gens oublient que les choses n'allaient pas pour le mieux à l'époque et ils oublient de quel terrible prix nous [les contre-révolutionnaires — V.G.] l'avons payé. » (pp. 258-259)

²³ Lénine, *De l'Etat*, Ed. numérique, p. 10.

²⁴ Karl Marx, *Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel*.

²⁵ Sur cette scission, voir par exemple Lénine : *L'impérialisme et la scission du socialisme* dans *Textes choisis (II)*, Ed. numérique, pp. 41-48. ; *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* dans *Oeuvres choisies*, Tome I, Ed. numérique, pp. 385-386. ; *Karl Marx*, Ed. numérique, p. 17.

²⁶ « La liberté, en société capitaliste, reste toujours à peu près ce qu'elle fut dans les républiques de la Grèce antique : une liberté pour les propriétaires d'esclaves. Par suite de l'exploitation capitaliste, les esclaves salariés d'aujourd'hui demeurent si accablés par le besoin et la misère qu'ils « se désintéressent de la démocratie », « se désintéressent de la politique » et que, dans le cours ordinaire, pacifique, des événements, la majorité de la population se trouve écartée de la vie politique et sociale. » (Lénine, *L'Etat et la révolution*, dans *Œuvres choisies*, Tome II, Ed. numérique, p. 116.)

²⁷ Cité dans l'appel du *Collectif Militant Communiste* du 10/02/2006 : « Face à l'offensive Maccarthyste en Europe, communistes, debout ! » — Cet excellent texte est disponible à l'adresse suivante : http://www.marxisme.fr/criminalisation_du_communisme.htm